

## Deux ans de gouvernement Charest

# Un bilan peu enviable pour les libéraux



“Deux ans après l’élection du Parti libéral, les Québécois n’ont jamais été aussi insatisfaits de leur gouvernement”. [Photo : Jacques Nadeau, Le Devoir]

Lorraine Guay  
Diane Lamoureux  
Pour l'organisme *D'abord solidaires*

[Diane.Lamoureux@pol.ulaval.ca](mailto:Diane.Lamoureux@pol.ulaval.ca)

Texte reproduit dans la bibliothèque virtuelle,  
[Les Classiques des sciences sociales](#), avec  
l’autorisation de Mme Lamoureux accordée le  
18 avril 2005.

Il y a deux ans, le Parti libéral obtenait la majorité des sièges à l'Assemblée nationale et entreprenait de former le gouvernement. Deux ans plus tard, les Québécois n'ont jamais été aussi insatisfaits du gouvernement. Presque tous les secteurs de la société manifestent un mécontentement tenace. Même ses «alliés naturels» de

la revue Commerce commencent à en avoir marre. Récemment, la mobilisation étudiante a montré le fossé abyssal entre ce gouvernement et la jeunesse.

Quel bilan peut-on tirer de l'action gouvernementale ? Du point de vue de la gouverne publique, il est plutôt lamentable : une gestion publique désastreuse, une redistribution de la richesse à contre-sens, une volonté de brader la richesse collective, un exercice purement cosmétique de la démocratie.

## Incompétence et improvisation

Malgré une campagne électorale menée avec le slogan «Nous sommes prêts», le Parti libéral offre un piètre bilan gouvernemental : des décisions bâclées comme la centrale du Suroît ou le financement des écoles privées juives, une incapacité de présenter des crédits budgétaires et un budget dans les délais impartis, les tergiversations dans le dossier du CHUM, etc. Bref, il donne une impression d'incompétence et d'improvisation alliée à une arrogance dans l'exercice du pouvoir.

C'est principalement dans sa mission de redistribution de la richesse que ce gouvernement a failli et a enfoncé le Québec encore plus loin dans le sillon (néo)libéral. Certes, il a redistribué, mais des plus pauvres vers les plus riches. Au nom du dogme de la baisse des impôts, il a imposé des compressions à l'aide sociale et dans les bourses aux étudiants, de même

que des hausses de tarifs dans plusieurs services publics (électricité, transports en commun, garderies), hausses qui frappent plus durement les plus pauvres. Quant aux baisses d'impôt, seules les entreprises en ont bénéficié.

En même temps qu'il pratique cette redistribution à contre-sens, ce gouvernement entreprend de brader notre richesse collective. Au nom de l'idéologie de la «modernisation» de l'État, il voudrait refiler au privé le soin de fournir les services publics, sous le nom de partenariat privé-public (PPP). Ailleurs, cela a donné des résultats aussi peu enviables qu'un nombre record d'accidents de chemins de fer entraînant de nombreuses pertes de vies humaines en Grande-Bretagne, la mégapanne d'électricité aux États-Unis ou encore l'eau contaminée de Walkerton, en Ontario.

En outre, la logique de ces partenariats, c'est de refiler au privé une richesse collective que l'ensemble de la population a contribué à créer par ses impôts avec, en prime, le fait que le public assume tous les risques tandis que le privé empoche tous les profits. Drôle de vision du développement durable...

## Un affaiblissement de la démocratie

Ce gouvernement prétend à la légitimité parce qu'il dispose d'une majorité de sièges à l'Assemblée nationale, et toute protestation s'apparente à des intérêts corporatistes.

Pourtant, s'il a une majorité de sièges, il n'a jamais obtenu l'accord de la majorité de la population québécoise et il se préoccupe de concocter une réforme du mode de scrutin qui profiterait essentiellement au PLQ et à l'ADQ.

En outre, malgré sa majorité en Chambre, il a fait une utilisation abusive de la procédure du bâillon, se méfiant même des débats parlementaires. Et ses réformes de structures dans les domaines de la santé ou du développement régional ont eu pour résultat d'abolir la participation citoyenne.

Quant aux libertés publiques, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles ont été malmenées ces dernières années. Le droit d'association est sérieusement remis en cause avec la réforme du droit associatif actuellement au menu législatif, de même qu'avec la réforme de l'article 45 du Code du travail et le regroupement forcé des unités d'accréditation dans le secteur de la santé, sans compter le refus de permettre la syndicalisation du personnel -- majoritairement féminin -- de garde en milieu familial.

Le droit d'asile a été bafoué avec des interventions policières dans des églises pour en déloger des déboutés du statut de réfugié, dont Mohamed Cherfi, et les expulser dans leur pays d'origine. Le droit de manifester a été rogné alors que la police a fait un usage excessif de la force, principalement à l'encontre des manifestations de jeunes. Et on attend toujours une réforme du mode de scrutin qui rende possible le véritable

pluralisme politique et l'égalité entre les hommes et les femmes dans la représentation politique.

## **Un renouveau de la conscience civique**

Le seul élément positif qu'on puisse concéder à ce gouvernement, c'est qu'il a été, bien malgré lui, à l'origine d'un sursaut de conscience civique dans l'ensemble de la population québécoise. Tranchant avec la faiblesse de l'opposition parlementaire, dès l'automne 2003, le Réseau de vigilance, une vaste coalition d'organisations communautaires, syndicales, écologistes, féministes et étudiantes, appelait à surveiller les élus et à exiger des comptes sur leurs actions.

À cet égard, le mouvement étudiant des derniers mois a été remarquable, non seulement par sa durée et sa généralisation mais par l'ampleur des enjeux soulevés. Il était loin de se limiter à des revendications strictement sectorielles ou corporatistes (comme la transformation de 103 millions de dollars de bourses en prêts) et il a posé des enjeux de société fondamentaux tel l'accès à l'éducation supérieure tout en faisant le lien entre les compressions dans le système des bourses et celles à l'aide sociale, reprenant à son compte la symbolique du carré rouge.

Par ailleurs, on peut aussi saluer la contribution du gouvernement Charest à la promotion de l'activité physique : ces deux dernières années, le Québec a connu les plus grandes manifestations

de son histoire ! Après les manifestations historiques de l'hiver 2003 contre la guerre en Irak, on a pu assister aux manifestations syndicales contre la réforme du Code du travail en décembre 2003, aux manifestations du 8 mars 2004 pour les droits des femmes, à la manifestation nationale du 14 avril 2004 du secteur communautaire, à l'imposante manifestation syndicale du 1er mai 2004 et, plus récemment, aux mobilisations étudiantes.

L'attitude du gouvernement face à ce mécontentement visible et généralisé a

généralement été marquée par le mépris. Une telle attitude peut occasionner une désaffection à l'endroit des institutions politiques de la part de secteurs croissants de la population qui se sentent exclus de la décision publique. Mais elle peut aussi susciter un large mouvement d'organisation politique en dehors des structures institutionnelles et un renouveau de la mobilisation civique; c'est ce à quoi, avec d'autres, nous nous employons.